

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/FIN/W/25/Add.1
19 juin 2003

(03-3275)

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

COMMUNICATION DE HONG KONG, CHINE

Tendances du marché et questions réglementaires concernant les opérations
bancaires électroniques et les opérations en ligne sur les marchés
boursier et à terme de Hong Kong, Chine

Addendum

La délégation de Hong Kong, Chine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Comité du commerce des services financiers.

RÉPONSES AUX QUESTIONS SUPPLÉMENTAIRES

1. Les membres du Comité du commerce des services financiers ont soulevé, à la réunion du 26 février 2003, un certain nombre de questions sur la communication dans laquelle Hong Kong, Chine faisait part de son expérience des questions réglementaires concernant les opérations bancaires électroniques et les opérations en ligne sur ses marchés boursier et à terme (S/FIN/W/25). La présente note supplémentaire donne quelques réponses aux fins de l'échange d'informations, sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par les organes de réglementation pertinents de Hong Kong, Chine.

Question n° 1. Des institutions étrangères fournissent-elles déjà des services transfrontières à Hong Kong, Chine? Ces services sont-ils autorisés au titre du régime réglementaire de Hong Kong, Chine? Ces institutions sont-elles assujetties à ce régime?

2. En ce qui concerne le secteur bancaire, des banques étrangères reçoivent déjà des dépôts ou effectuent des transactions bancaires à Hong Kong, Chine par l'intermédiaire de leurs succursales présentes physiquement sur le territoire. Toutes ces succursales doivent être agréées au titre de l'Ordonnance sur les opérations bancaires (chapitre 155 des lois de Hong Kong)¹ et sont soumises au contrôle de l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA). Toutes les institutions (locales ou étrangères) qui souhaitent effectuer des transactions bancaires ou recevoir des dépôts à Hong Kong doivent être agréées au titre de l'Ordonnance sur les opérations bancaires et avoir établi une présence physique², qu'elles utilisent ou non des moyens électroniques à Hong Kong. La HKMA s'est conformée aux recommandations³ formulées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, pour ce

¹ Les lois de Hong Kong peuvent être consultées sur le site: <http://www.justice.gov.hk/index.htm>.

² Aucune restriction n'empêche cependant les clients d'une banque étrangère qui n'a aucune succursale à Hong Kong, Chine d'accéder par Internet à leurs comptes auprès de la banque lorsqu'ils se trouvent sur le territoire, à l'occasion d'un voyage par exemple.

qui est du contrôle de la fourniture transfrontières des services bancaires, y compris tous services bancaires électroniques, à Hong Kong, Chine.

3. Nous avons connaissance d'un certain nombre de cas où des institutions étrangères sollicitent des dépôts offshore auprès des particuliers à Hong Kong, Chine. Nous remarquons aussi qu'au moins un fournisseur étranger de services de paiement électronique offre ses services de paiement par courrier électronique aux particuliers de Hong Kong, Chine. Ce fournisseur de services n'a aucune présence physique sur le territoire et le service est fourni aux clients via Internet. Si les services financiers consistent à effectuer des opérations bancaires ou à recevoir des dépôts à Hong Kong, Chine, les institutions doivent être agréées à cette fin au titre de l'Ordonnance sur les opérations bancaires et soumises au contrôle de la HKMA. Si les services financiers consistent à recevoir des dépôts offshore provenant de Hong Kong, la publicité concernant les dépôts doit être conforme aux obligations légales en matière d'information énoncées dans la cinquième annexe de l'Ordonnance sur les opérations bancaires.

4. Sur les marchés boursier et à terme, un certain nombre d'institutions financières multinationales effectuent un volume important d'opérations sur titres et d'opérations à terme à Hong Kong, Chine. Elles réalisent leurs opérations principalement en établissant des filiales sur le territoire. En vertu de l'Ordonnance sur les valeurs mobilières et les opérations à terme, toute entité peut mener des activités réglementées (par exemple la négociation de titres ou de contrats à terme) si elle est agréée ou enregistrée par la Commission des opérations sur titres et opérations à terme (SFC). Toutes les entités agréées ou enregistrées, qu'il s'agisse d'entreprises locales ou étrangères, doivent respecter la même législation et la même réglementation concernant les activités réglementées qu'elles exercent à Hong Kong, Chine.

5. Dans le secteur des assurances, hormis le cas des assurances obligatoires telles que l'assurance responsabilité civile automobile et l'assurance indemnisation des salariés qui doivent être souscrites auprès d'assureurs agréés, des expatriés souscrivent des assurances auprès d'assureurs de leur pays d'origine et certains résidents à Hong Kong, Chine souscrivent des assurances à l'étranger, surtout par le biais d'Internet. Conformément à l'article 2 3) et 4) de l'Ordonnance sur les compagnies d'assurance (chapitre 41 des lois de Hong Kong), un assureur sera réputé exercer des activités d'assurance à Hong Kong, Chine ou à partir du territoire, et donc tenu d'obtenir un agrément de l'Autorité en matière d'assurance, s'il ouvre ou maintient un bureau ou une agence (sauf une agence chargée du règlement des sinistres pour certaines marchandises bénéficiant de l'assurance transit) à Hong Kong, Chine afin de mener des activités d'assurance, ou s'il se présente comme menant de telles activités à Hong Kong, Chine ou à partir du territoire.

6. L'Autorité en matière d'assurance a également publié une Recommandation sur l'utilisation d'Internet aux fins des activités d'assurance (GN8)⁴, qui indique que les fournisseurs de services qui mènent des activités de promotion auprès des résidents à Hong Kong ou cherchent à les solliciter peuvent être tenus d'obtenir un agrément ou être assujettis à d'autres dispositions réglementaires en vertu de l'Ordonnance sur les compagnies d'assurance. Si le fournisseur de services est visé par ce texte, il devra obtenir un agrément ou sera assujetti aux dispositions réglementaires habituelles.

³ Voir les Principes pour le contrôle des établissements des banques à l'étranger, appelés généralement "Concordat" et publiés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en mai 1983, et les suppléments ultérieurs. Voir aussi le document intitulé "Management and Supervision of Cross-Border Electronic Banking Activities", publié par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en octobre 2002. Ces documents peuvent être consultés sur le site: <http://www.bis.org>.

⁴ <http://www.info.gov.hk/oci/download/gn8-eng.pdf>.

Question n° 2: Existe-t-il, à Hong Kong, Chine, des banques réellement virtuelles? Dans l'affirmative, fournissent-elles des services à l'étranger? L'établissement d'une banque virtuelle à Hong Kong, Chine signifie-t-il que la banque doit être constituée en société à Hong Kong, Chine?

7. Il existe une banque fonctionnant au moyen d'Internet qui est constituée en société locale à Hong Kong, Chine (la Banque MEVAS, <http://www.mevas.com>). Elle est certes axée sur le recours à Internet mais fournit à ses clients ses services par divers canaux: Internet, un service de téléassistance aux clients géré par des cadres et fonctionnant 24 heures sur 24, le système interactif de réponse vocale pour les opérations bancaires par téléphone, des guichets automatiques et ses cinq centres de services présents physiquement. De plus, ses clients peuvent bénéficier de divers services bancaires dans toutes les succursales d'une autre banque de détail locale du même groupe bancaire. La banque met actuellement l'accent sur les services bancaires de base et les services de carte de crédit offerts aux particuliers. Des banques virtuelles peuvent être établies par des institutions constituées en sociétés locales à Hong Kong, Chine ou des banques étrangères (sous la forme de succursales) pour autant qu'elles respectent les prescriptions énoncées dans le Guide de l'agrément de la HKMA⁵, en particulier les critères minimaux en matière d'agrément énoncés dans la septième annexe de l'Ordonnance sur les opérations bancaires.

Question n° 3. Comment les organes de réglementation font-ils face au problème posé par la fourniture transfrontières de services financiers par des institutions telles que les banques virtuelles, surtout lorsqu'il s'agit d'assurer le respect de la réglementation appropriée et de l'obligation de rendre des comptes?

8. En ce qui concerne le secteur bancaire, le Comité de Bâle a déjà établi les recommandations et principes relatifs au contrôle des services bancaires transfrontières, y compris tous services bancaires électroniques (voir la note de bas de page n° 3). D'une manière générale, ces documents définissent la manière dont l'organisme de contrôle bancaire du pays d'origine et les organismes de contrôle locaux devraient coopérer pour le contrôle des services bancaires transfrontières.

9. S'agissant du secteur des opérations sur titres et opérations à terme, la SFC attend des institutions transfrontières menant à l'étranger des activités réglementées qu'elles soient en possession d'une licence délivrée par les autorités réglementaires pertinentes de leur pays d'origine. La SFC a signé un certain nombre de mémorandums d'accord avec des autorités réglementaires étrangères. C'est par ce mécanisme qu'elle cherche à obtenir des renseignements pertinents sur ces entités afin de s'assurer que celles-ci sont honorables et compétentes avant de les autoriser à mener des activités réglementées à Hong Kong, Chine. Dans certains cas, la SFC peut obliger les institutions à établir une succursale ou une filiale locale pour faciliter le contrôle des activités réglementées.

10. S'agissant du secteur des assurances, si le fournisseur de services est concerné par les circonstances mentionnées aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus, il sera assujéti aux dispositions réglementaires habituelles: un assureur, par exemple, serait tenu de respecter le critère d'honorabilité et de compétence applicable aux personnes, les prescriptions en matière de capitaux et de solvabilité, les prescriptions concernant une protection suffisante au moyen de la réassurance, etc. En vertu de la GN8, le fournisseur de services concerné doit indiquer explicitement sur son site Web sa situation en matière d'agrément dans les différentes juridictions, prendre des mesures de précaution pour garantir la sécurité des transactions/l'intégrité des données/la confidentialité des renseignements personnels concernant les clients, pouvoir traiter différentes questions durant tout le processus des ventes en ligne, y compris fournir des renseignements adéquats et respecter l'Ordonnance sur les transactions électroniques (chapitre 553 des lois de Hong Kong), etc. Pour faire respecter ces dispositions, l'Autorité en matière d'assurance cherchera à obtenir le concours des contrôleurs d'assurance d'autres

⁵ <http://www.info.gov.hk/hkma/eng/public/gta2002/Chapter%209.pdf>.

endroits, en cas de besoin. Dans le cadre de ses activités de sensibilisation du public, l'Autorité en matière d'assurance rappelle aussi de temps en temps aux personnes qui souhaitent souscrire des assurances à Hong Kong, Chine qu'il importe d'acheter des produits d'assurance auprès d'assureurs agréés.

Question n° 4: La sollicitation de dépôts auprès des particuliers à Hong Kong, Chine par des institutions étrangères n'est-elle pas soumise à agrément si les dépôts sont placés à l'étranger? En est-il de même pour d'autres services financiers tels que les fonds d'investissement?

11. Les sociétés qui souhaitent solliciter des dépôts offshore auprès des particuliers à Hong Kong, Chine ne sont pas tenues d'être agréées. Cependant, tous les matériels publicitaires relatifs aux dépôts doivent être, en vertu de l'article 92 de l'Ordonnance sur les opérations bancaires, conformes aux obligations d'information figurant dans la cinquième annexe de l'Ordonnance s'ils s'adressent à des particuliers à Hong Kong, Chine. Ces obligations concernent, entre autres informations, un avertissement bien en évidence indiquant que le dépositaire n'est pas une institution agréée et n'est donc pas soumis au contrôle de la HKMA. Il s'agit de faire en sorte que les futurs déposants aient à leur disposition des faits matériels leur permettant de juger eux-mêmes s'ils peuvent faire un dépôt auprès des institutions concernées.

12. Nul ne peut solliciter de fonds d'investissement auprès des particuliers à Hong Kong, Chine si les documents relatifs à l'offre ne sont pas agréés par la SFC.

13. Dans le cas de l'assurance, le fait qu'un agrément soit obligatoire ou non ne dépend pas du lieu où se trouvent l'objet ou les risques assurés mais des facteurs mentionnés aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus.

Question n° 5: La diffusion de matériel publicitaire sur Internet serait-elle considérée comme une sollicitation active et du marketing actif de services financiers?

14. Comme les organes de réglementation des autres grands centres financiers, la HKMA ne réglemente que le matériel publicitaire sur Internet concernant les dépôts offshore qui s'adresse aux particuliers de Hong Kong, Chine. Tous les matériels publicitaires concernant les dépôts diffusés sur Internet doivent être conformes aux obligations légales en matière d'information s'ils s'adressent à des particuliers à Hong Kong, Chine. À cette fin, la HKMA a publié des directives légales⁶ qui définissent les facteurs qu'elle doit prendre en considération pour déterminer si le matériel publicitaire concernant les dépôts diffusé sur Internet ou par d'autres moyens technologiques s'adresse à des particuliers à Hong Kong, Chine et est donc soumis aux obligations légales en matière d'information.

15. La diffusion sur Internet de matériel publicitaire qui invite les investisseurs potentiels à Hong Kong, Chine à faire, par exemple, des opérations sur titres serait considérée comme du marketing actif sur le territoire et les personnes concernées sont tenues d'être agréées avant de pouvoir mener ces activités. À cet égard, la SFC examinera si les matériels publicitaires diffusés sur Internet sont ou non conçus pour s'adresser activement aux investisseurs potentiels à Hong Kong, Chine. Les facteurs que la SFC prendrait en considération consistent à savoir si la langue utilisée est le chinois, si le fonds d'investissement est libellé dans la monnaie de Hong Kong, Chine et si l'information vise, au moyen d'une technologie de diffusion sélective, les personnes dont le fournisseur de services financiers sait ou devrait raisonnablement savoir qu'elles résident à Hong Kong. À cette fin, la technologie à diffusion sélective désigne toute technologie qui consiste à envoyer massivement, à diffuser ou à acheminer des informations à une personne déterminée ou à un groupe de personnes déterminé, au moyen du courrier électronique par exemple.

⁶ <http://www.info.gov.hk/hkma/eng/bank/spma/attach/TM-E-2.pdf>.

16. Comme il est indiqué aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus au sujet de la GN8, le Bureau du Directeur des assurances examine si le matériel publicitaire et la sollicitation via Internet qui s'adressent à des résidents à Hong Kong nécessitent un agrément ou l'application de dispositions réglementaires.
